

EXPERTISE

Le retour de la morale ?

CHRONIQUE

PIERRE-YVES GOMEZ

LES SCANDALES financiers qui ont émaillé la crise économique posent à nouveau la question de la morale en économie. La doctrine libérale suppose que les actions humaines sont mues par des intérêts individuels, et qu'elles permettent de servir l'intérêt général, sans recourir à une morale collective explicite. Elle propose donc de penser une société gouvernée non pas selon les principes d'une morale commune, mais par les intérêts bien compris de chacun de ses membres. Cela suppose une vertu émanant de la libre confrontation de leurs choix, principe immortalisé par Adam Smith et sa « main invisible » dans son ouvrage *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, publié en 1776.

Amoral ne signifie pas immoral, car le libéralisme suppose l'obéissance aux lois et sanctionne sévèrement la fraude. En revanche, tout en souscrivant au droit, chacun peut exploiter, selon son intérêt, les informations qu'il possède. Cet individualisme produit l'opportunisme, dont l'économiste américain Oliver Williamson a fait l'un des points-clés de son analyse économique (voir *Markets and hierarchies*, 1975). L'opportunisme consiste à ne pas tout dévoiler d'une situation, de manière à en tirer parti, même (mais pas toujours) au détriment de celui qui est dans l'ignorance. Ainsi, un particulier tire avantage à ne pas décrire tous les défauts du véhicule d'occasion qu'il vend. De même, Bernard Madoff [célèbre figure de Wall Street dont l'escroquerie de

50 milliards de dollars a été dévoilée le 11 décembre 2008] avait intérêt à taire la recette qui lui permettait de verser à ses clients... de substantiels bénéfices. Ce dernier cas est particulièrement éclairant sur le lien entre opportunisme et confiance. M. Madoff a utilisé l'un des plus vieux systèmes de prêts, la pyramide, qui permet de verser des dividendes à ses membres en utilisant l'argent frais apporté par les nouveaux entrants. Un dispositif basé sur la confiance. M. Madoff a tiré profit de son carnet d'adresses, de sa notoriété et aussi des amitiés réelles qu'il savait générer. Chaque année, il refusait des clients – des épargnants, des fondations charitables et des fonds d'investissement –, pour tant impatients de lui confier leurs économies.

Le risque d'opportunisme est une écharde dans le système de pensée libéral. Dans une société mue par les intérêts privés, il est rationnel de suspecter tout le monde de possible opportunisme. Paradoxe qui produit une spirale infinie du soupçon généralisé. Pour l'éviter, deux solutions ont été avancées par la théorie libérale. L'une consiste à imposer toujours plus de « transparence », pour que chacun puisse savoir et contrôler ce que chacun sait, le marché devenant ainsi un vaste système d'autocontrôle disciplinaire. L'autre suppose que les relations interpersonnelles s'inscrivent systématiquement dans des contrats, de

manière que les contractants s'obligent à dévoiler les risques ou les vices cachés.

Mais ces solutions créent de nouveaux problèmes, car la surenchère à la transparence et à la contractualisation génère des coûts de contrôle toujours plus grands, que les économistes libéraux eux-mêmes considèrent, finalement, comme contre-productifs. Ils sont alors obligés, comme l'a fait M. Williamson, de supposer qu'il existe, malgré tout, un degré nécessaire de confiance réciproque entre les individus pour stopper la (coûteuse) spirale du soupçon. Mais cette hypothèse nous fait revenir à notre point de départ : en qui avoir confiance si l'opportunisme est inévitable, dans une société gouvernée par l'intérêt privé ? C'est pourquoi des philosophes comme l'Écossais Alasdair MacIntyre (*Après la vertu*, PUF 2006) ou des économistes comme le Prix Nobel indien Amartya Sen (*L'économie est une science morale*, La Découverte, 2004) ont affirmé que le choix moral explicite doit être pris en compte comme constitutif de l'économie, au même titre que les calculs privés. Ces approches étaient plutôt perçues comme sympathiques mais naïves par les divers tenants d'une économie objective, donc amoral. Peut-être que la crise et les scandales, comme celui qu'illustre Bernard Madoff, permettront de mieux repérer, désormais, où se situait la naïveté. ■

Pierre-Yves Gomez est professeur à l'EM Lyon et directeur de l'Institut français de gouvernement des entreprises (www.ifge-online.eu).